

In memoriam

Bernard Pradel

1923 – 2016

J'ai tenu à rendre hommage à notre confrère Bernard Pradel parce que pendant plusieurs années, nous avons travaillé ensemble pour notre compagnie et qu'ainsi, se sont créés entre nous des liens qui continuent à exister à travers le temps et au-delà de la mort.

Bernard Pradel est né le 5 février 1923, à Paris, rue Belgrand dans le 20^{ème} arrondissement parce que son père, employé des postes, avait été affecté dans la capitale. Mais, en réalité, il ne s'est jamais vraiment senti parisien. Il revendiquait ses origines méridionales : l'Aveyron et Rodez par sa grand'mère, l'Hérault et Le Caylar par son grand-père. Le séjour parisien fut d'ailleurs de courte durée. Le père de Bernard est nommé receveur des postes de Rieux-Minervoix. La famille s'installe dans cette petite ville de l'Aude et Bernard ainsi que sa sœur, de deux ans sa cadette, vont fréquenter l'école communale. Bernard s'y sent bien, c'est un très bon élève. Son père souhaiterait le voir aller ensuite au lycée. Mais la grand'mère insiste : il doit aller dans un établissement d'enseignement catholique et c'est ainsi qu'il accomplira sa scolarité secondaire au collège Saint-Joseph de Rodez tenu par les Frères des Écoles chrétiennes. Il en gardera un mauvais souvenir, excédé par la qualité médiocre du corps professoral, l'étroitesse d'esprit et l'excès de pratique religieuse. Nous savons que

d'autres, dans la même situation, ont eu le même ressenti.

Il n'empêche que grâce à son ardeur au travail - qui se manifestera d'ailleurs tout au long de sa vie- il a de brillants résultats au baccalauréat qu'il passe à Rodez. Ses parents s'étant installés à Saint-Cyprien-sur-Dordogne, il entreprend en 1941 des études supérieures au lycée Pierre-de-Fermat à Toulouse. Mais, ayant intégré math spé, il tombe malade et est hospitalisé pendant deux mois à l'infirmerie du lycée. Il doit alors renoncer à présenter le concours de l'École nationale de la France - d'Outre-Mer et ne sera pas administrateur des « colonies », comme le souhaitait tant son grand-père. Il passe le concours de l'enregistrement et est nommé surnuméraire en 1943. C'est alors qu'il est envoyé dans les Chantiers de jeunesse du 18 juillet 1943 au 15 juin 1944. Puis, tout en ayant repris son travail, il fait sa licence en droit à Bordeaux et à Poitiers. Il est incorporé sous les drapeaux du 7 mars 1945 au 15 mars 1946 au 93^{ème} régiment et est stationné plusieurs mois dans les Pyrénées.

Revenu à la vie civile, il est affecté comme inspecteur de l'enregistrement à Bergues, petite ville du Nord, qui fut ravagée par la seconde guerre mondiale et est connue récemment comme cadre du tournage du film « Bienvenue chez les Ch'tis ». Nommé ensuite à Bourgueil, il fait la connaissance dans la pension de famille où il loge d'une jeune institutrice tourangelle. En septembre 1950 a

lieu le mariage d'où naîtront deux enfants Marie-Françoise en 1952 et Jean-Louis en 1955.

Dans sa province, Bernard Pradel a découvert l'existence de l'ENA créée depuis quelques années. Il voudrait en savoir plus. Il en fait part à un avocat de Tours, Me Alain Ballot, qui habite Bourgueil et qui connaît bien Michel Debré, le président de la mission chargée de la réforme administrative, à l'origine de la création de la nouvelle école. Les deux hommes se rencontrent et de là naîtra entre eux une relation cordiale qui perdurera. Plusieurs fois, Bernard Pradel rendra visite à Michel Debré dans sa mairie d'Amboise, Michel Debré lui dédicacera ses livres dont Bernard est un lecteur attentif. Mais, revenons aux années 50. Sur les encouragements de Michel Debré, Bernard Pradel se présente en 1953 au concours « fonctionnaires » de l'ENA. Il est reçu et accomplit les trois années de scolarité au cours desquelles il fait un stage de six mois au Contrôle civil du Maroc, un à la préfecture de Bourges et le troisième dans une entreprise d'Amboise. À l'issue de sa scolarité, il est nommé en 1956 administrateur civil au Ministère de l'Économie et des Finances et affecté à la Direction Générale des Impôts compte tenu de sa compétence acquise dans les services de l'Enregistrement.

De 1963 à 1972, il dirige le bureau des Relations internationales, ce qui l'amène à voyager aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais bien que banlieusard – il habite Palaiseau – il souhaite retrouver le calme de la vie de province et est heureux de venir à Orléans en 1972 comme directeur des services fiscaux du Loiret, puis en 1982 comme directeur régional des impôts pour la région Centre. La fin de sa carrière approchant, il est promu en 1986 conservateur des hypothèques de 1^{ère} classe à Toulon et, après une année d'allers et retours entre les deux villes, car il continue à habiter à Orléans, il demande son admission à la retraite.

Parallèlement à cette belle et longue carrière, il a mené une activité d'enseignement et de recherche. Il a été chargé de travaux pratiques en matière de finances publiques à la Faculté de Droit de Paris de 1958 à 1960 et de travaux dirigés à l'Institut d'administration des Entreprises de Paris de 1965 à 1971. Il a été aussi professeur de droit des Affaires à l'École nationale de la statistique et de l'administration économique de l'INSEE entre 1966 et 1972. Il gardait un souvenir très agréable des conférences sur la fiscalité internationale qu'il avait données à l'Institut des études européennes de Turin en 1979. À partir de cette même année, il donna un cours de fiscalité des entreprises à la Faculté de droit d'Orléans. Il publia aussi plusieurs articles dans la revue « Promotions » de l'ENA, dans celle de la Direction Générale des Impôts, dans « la Semaine juridique ».

Après cette vie professionnelle très active dont la valeur fut reconnue par l'attribution en 1980 de la rosette d'officier de l'Ordre national du mérite, Bernard Pradel avait du mal à s'adapter à sa condition de retraité et éprouvait le besoin de stimulants intellectuels. Aussi, accueillit-il avec intérêt la proposition de Gérard de Montmarin, past-président de la Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts, de présenter sa candidature pour devenir membre correspondant. Avec son parrainage et celui d'André Barré, lui aussi past-président, il fut admis en 1989, puis titularisé un an après avec une communication sur « La Révolution française et l'impôt ». Ce fut la première d'une série de treize communications présentées jusqu'en 2012. Nous en reparlerons.

Lorsque, succédant à Yves O'Mahony, Bernard Bonneviot devint en janvier 1994 président de la Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts, il choisit pour lui succéder au poste de trésorier, le professionnel des chiffres, Bernard Pradel. Yves Avril ayant démissionné de ses fonctions de vice-président, je le remplaçais à la suite de

l'assemblée générale extraordinaire du 3 mars 1994. Nous sommes donc alors tous les deux membres du bureau de la Société et c'est ainsi que commença notre collaboration. Arriva en 1997, il y aura exactement 20 ans au mois de juin prochain, le grand événement : la renaissance de l'Académie d'Orléans. Lors de la réunion constitutive du bureau, je demandai à notre confrère, qui faisait partie du nouveau conseil d'administration, de continuer à assumer les fonctions de trésorier. Il accepta, mais seulement jusqu'à la fin de l'année en cours où il fut remplacé par Gabin Caillard.

Il ne quittait pas pour autant l'état-major, puisqu'il conservait son poste de président de la section « Sciences » qu'il occupait depuis la réunion du 16 octobre 1997, à la suite du Dr Didier auquel le liait une grande amitié. Il resta président de la section jusqu'à la réunion du 3 mai 2007, au cours de laquelle fut élu le nouveau président, Marius Ptak et continua à appartenir au conseil d'administration jusqu'en 2010. Dans l'exercice de ses différentes fonctions au sein de notre compagnie, Bernard Pradel a fait montre de ses qualités d'intelligence, de réflexion et de prospective. Il souhaitait notamment que dans le cadre du respect de nos règles, notre recrutement soit plus orienté vers le monde économique et financier. Il serait donc manifestement très heureux de certaines récentes admissions. Un autre de ses soucis était l'ouverture de nos activités vers la ville. La plus grande fréquence des séances publiques répond bien à ce souhait. Par son engagement, Bernard Pradel fut donc un membre actif de notre compagnie. Il le fut aussi par le nombre et l'importance de ses communications.

Comme je vous l'ai déjà dit, il en a présenté treize entre 1990 et 2012. Cinq traitent de fiscalité, sa spécialité professionnelle. En voici les dates et les sujets :

- le 29 mars 1990, *La Révolution française et l'impôt*, dont la conclusion est sévère : « La Révolution française qui fut faite en partie à

cause de l'impôt se révéla incapable de lui faire jouer son rôle budgétaire normal et même le dévoya dans des applications contraires aux principes qu'elle avait proclamés. Bien plus, en recourant sans limite aux émissions de papier-monnaie, elle laissa se développer l'inflation, cause d'enrichissement pour les spéculateurs, mais d'appauvrissement pour beaucoup, prélevant par ce biais sur les citoyens un impôt invisible qui se traduit par une spoliation sans précédent dans notre histoire. »

- le 18 février 1993, il parle de *La fortune et l'impôt en France au xxème siècle* : De l'analyse historique de l'imposition du capital en France à notre époque il déduit que les tenants d'une politique fiscale égalitaire devraient comprendre qu'un programme de réduction des inégalités doit passer avant tout par des mesures économiques d'aide à la constitution de patrimoines, en commençant par les petits et les moyens.

- le 21 novembre 1996, il s'attaque à *La réforme fiscale : mythe et réalité* : Il s'engagea dans cette rétrospective des réformes fiscales alors que le gouvernement avait déposé en septembre un projet de réforme de l'impôt sur le revenu. Il concluait : « Nous voici arrivés au terme de cet exposé que certains, avec raison, trouveront aride et austère. Mais, n'est-ce pas là le propre de la fiscalité car elle ignore la fantaisie et ne l'apprécie guère chez les contribuables ! C'est aussi une maîtresse ingrate et exigeante pour ceux qui la servent. Lui ayant donné, comme d'autres de mes collègues, beaucoup de moi-même pendant quarante ans et plus de bons et loyaux services dans l'administration des impôts, j'aimerais, mais ce n'est peut-être qu'un vœu pieux, en avoir fini avec elle une bonne fois pour toutes en posant le point final à cette communication. » Ce fut effectivement un vœu pieux puisque le 4 avril 2002, il s'attaquait à nouveau à « *(L')exception française et (l')impôt* » et actualisait son analyse le 6 décembre 2007.

La fiscalité n'a pas été son seul sujet d'étude. Des périodes marquantes de l'histoire

ont aussi suscité son intérêt et furent l'objet de ses travaux. Il en fut ainsi de *L'expédition de Bonaparte en Égypte de 1798 à 1801* qu'il analysa comme un fiasco militaire le 20 novembre 1997 et un an plus tard, le 5 novembre 1998, en tant que réussite scientifique. En 2011, le 19 mai, un épisode tragique de l'histoire napoléonienne retint son attention : *la guerre en Espagne de 1808 à 1814* dont il fit le triste bilan.

Mais, il s'est surtout passionné pour l'histoire contemporaine, celle qu'il a vécue. Il aborde l'entre-deux guerres avec sa communication du 16 mars 2006 intitulée *Une date capitale ; le 7 mars 1936, la remilitarisation de la Rhénanie*. Le 2 mars 1995, il avait mis en évidence *La résistance allemande à Hitler et au nazisme* dont il analysa les composantes et les actions. Nous arrivons aux années 40. Il s'intéresse le 15 juin 2000 à « *Une date presque oubliée : le 10 juillet 1940 ou la fin de la IIIème République* ». Dans son exposé, il relate avec précision les circonstances de l'accès au pouvoir du Maréchal Pétain. Il termine en constatant qu'« une constitution n'est aucunement une garantie de durée pour un régime politique... Voilà, écrit-il, ce que pourraient méditer avec fruit certains hommes politiques de ce temps, qui plutôt que de s'attacher à résoudre les problèmes qui conditionnent l'avenir du pays, emploient leur énergie à concocter des projets de révision constitutionnelle à des fins plus ou moins justifiées. » Le 3 mars 1994, il nous avait fait découvrir « *Une aventure intellectuelle au temps du gouvernement de Vichy : l'École nationale des cadres d'Uriage (1940-1942)* », en insistant sur le caractère éducatif original de cette communauté rassemblant des hommes venus

d'horizons divers, mais étroitement solidaires. Comme il avait traité de la fin de la IIIème République, il nous décrivit le 5 mars 2009 « *La fin de la IVème République* » avec une chronologie détaillée des événements. Enfin, sa dernière communication datée du 11 octobre 2012 est consacrée à « *La fin de la France gaullienne (1965-1970)* ». Cette fois-ci encore, il fait montre de ses talents d'historien et de chercheur.

L'énumération à laquelle je viens de me livrer montre à l'évidence l'apport exceptionnel de Bernard Pradel à notre Académie. Il lui était très attaché, il était véritablement heureux d'en être membre. Alors qu'il avait beaucoup de difficultés à se déplacer, ces dernières années, de temps à autre, il venait encore, à petits pas, depuis son domicile, la résidence des Jardins du Théâtre toute proche, assister à nos séances et c'est vraiment contraint par la maladie qu'en décembre 2015, il demanda l'honorariat. Sa santé s'aggrava en octobre dernier. Il mourut le 11 novembre 2016. Ses obsèques furent célébrées le 17 novembre en l'église Saint-Vincent d'Orléans. Il est enterré au cimetière de Tours auprès de son épouse, disparue depuis 2004.

À ses enfants, Marie-Françoise et Jean-Louis, je redis toutes nos condoléances et notre sympathie. Qu'ils soient aussi assurés de la reconnaissance de notre compagnie dont le présent hommage veut être la fidèle expression.

Jacqueline Suttin

Membre titulaire de l'Académie d'Orléans